

EVENEMENTS NOVEMBRE 2005

CHRONOLOGIE DE LA CRISE

De la mort des deux adolescents à la levée de l'état d'urgence.

LIBERATION.FR : Jeudi 19 octobre 2006 - 18:39

27 octobre 2005

Décès de deux adolescents, Ziad Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans), de Clichy-sous-Bois, morts par électrocution dans l'enceinte d'un transformateur électrique où ils s'étaient réfugiés pour échapper à la police.

Un troisième jeune (21 ans) est blessé grièvement dans les mêmes circonstances.

S'ensuit une nuit de violences à Clichy-sous-Bois.

28 octobre

Nicolas Sarkozy affirme qu'aucun policier ne poursuivait les jeunes.

Nouvelle nuit d'affrontements entre jeunes et forces de l'ordre à Clichy-sous-Bois et Montfermeil.

31 octobre

Les émeutes se propagent, principalement en Seine-Saint-Denis.

3 novembre

Bilan de la nuit passée : 315 véhicules brûlés et 29 arrestations.

Plainte des parents des mineurs décédés.

4 novembre

Apaisement à Clichy-sous-Bois mais les émeutes se propagent dans le reste de la France.

5 novembre

Bilan établi par la direction de la police nationale pour l'Ile-de-France depuis le 27 octobre : 1 260 véhicules incendiés en et 230 personnes arrêtées.

6 novembre

Première déclaration publique de Jacques Chirac qui appelle au "rétablissement de la sécurité et de l'ordre public".

Décès d'un homme de 60 ans agressé à dans la nuit du 4 au 5 à Stains.

7 novembre

Bilan de la nuit : 1 408 véhicules brûlés et 395 arrestations.

9 novembre 2005

Déclaration de l'état d'urgence.

17 novembre 2005

La situation est revenue à la normale (selon la police).

4 janvier 2006

Fin de l'état d'urgence

BILAN EN CHIFFRES

LIBERATION.FR : Mercredi 18 octobre 2006 - 20:04

10 346 véhicules brûlés

entre le 27 octobre et le 21 novembre. Cela représente 22,9% du total des véhicules incendiés en France en 2005.

100 bâtiments détruits

Une centaine de bâtiments publics ont été détruits par des incendies volontaires.

3 101 gardés à vue

Selon le bilan arrêté le 18 novembre par la chancellerie, 3 101 personnes ont été placées en garde à vue pendant les violences urbaines. 422 condamnations à de la prison ferme ont été prononcées contre des majeurs, 577 mineurs ont été présentés à un juge des enfants.

200 millions de dégâts

La Fédération française des sociétés d'assurances a chiffré à 200 millions d'euros le coût des violences de l'automne : 30 millions pour les véhicules incendiés, 70 millions pour les biens publics et 100 millions pour les commerçants, artisans et entreprises.

PETITES PHRASES ET DECLARATIONS

Kärcher, racailles, etc.

LIBERATION.FR : Jeudi 19 octobre 2006 - 19:57

Kärcher

«Dès demain, on va nettoyer au Kärcher la Cité des 4000», dit **Nicolas Sarkozy**, le 20 juin 2005, à La Courneuve, en Seine-Saint-Denis.

«Racailles»

Le 25 octobre 2005, le **ministre de l'Intérieur** promet aux habitants d'Argenteuil (Val-d'Oise) : «On va vous débarrasser de ces racailles.»

28 octobre 2005

Le **ministre de l'Intérieur** Nicolas Sarkozy affirme que "la police ne poursuivait pas physiquement" les deux jeunes.

29 octobre 2005

Le **procureur de la République de Bobigny**, François Molins, affirme que, selon l'audition du troisième jeune, "les trois adolescents ont pris la fuite à la vue d'un contrôle d'identité à Livry-Gargan. Ils se sont crus poursuivis alors qu'ils ne l'étaient pas".

1er novembre 2005

Le **ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances** Azouz Begag dénonce la "sémantique guerrière, imprécise" du ministre de l'Intérieur.

3 novembre 2005

Le **ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale** Jean-Louis Borloo estime que "la fermeté doit rester de mise" mais "la main tendue aussi".

5 novembre 2005

Jacques Chirac fait savoir par son entourage qu'il s'exprimera sur les violences urbaines "le moment venu, s'il l'estime nécessaire".

14 novembre 2005

Jacques Chirac, sort enfin de son silence

« Je veux dire aux enfants des quartiers difficiles, quelles que soient leurs origines, qu'ils sont tous les filles et les fils de la République.»

CLICHY, DES CHIFFRES POUR LE DIRE

Chômage, démographie, logement... Tous les indicateurs révèlent les maux de la ville.

Par Jacky DURAND

Des chiffres pour raconter les maux concentrés de la banlieue. C'est une autre façon de raconter Clichy-sous-Bois, un an après la mort de Ziad et Bouna. A partir des statistiques (1) rassemblées dans ses recherches par le sociologue Laurent Mucchielli, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip), *Libération* esquisse une photographie de la ville qui montre la précarité des conditions de vie et l'accumulation de la faiblesse des ressources de la commune et de ses habitants.

47 % des Clichois ont moins de 25 ans

La population de Clichy-sous-Bois est l'une des plus jeunes d'Ile-de-France, avec 47 % de moins de 25 ans, contre 32 % pour la région. La commune voisine du Raincy en compte seulement 29 %. La population scolaire équivaut à celle d'une ville de 50 000 habitants alors qu'elle n'en compte que 28 300. *« Cette jeunesse est à la fois une richesse et une priorité politique »*, explique Olivier Klein, premier adjoint. La mairie doit supporter le poids financier de 28 écoles, mais aussi prendre en compte la place des jeunes dans la ville (centre de loisirs, terrain de sports, bibliothèque) et gérer leur présence dans l'espace public en fin de journée. C'est une conséquence d'une autre spécificité : la ville compte 12,4 % de ménages de 6 personnes et plus, 28,6 % de familles de trois enfants et plus alors que, pour ce dernier indicateur, la moyenne nationale est de 10,8 %. Les logements existants n'étant pas adaptés à ces familles nombreuses, les enfants se retrouvent au pied des immeubles. *« Une grande majorité ne sont pas des délinquants. Ils sont dehors parce qu'ils y sont mieux que chez eux »*, estime Olivier Klein. Faute de place à la maison, la bibliothèque fonctionne comme une salle d'études. Clichy dispose aussi d'un conservatoire, trois gymnases (le quatrième a brûlé lors des émeutes), un stade, six courts de tennis (mais pas de piscine), deux centres sociaux et une maison de la jeunesse. *« Nous avons également un problème de décohabitation des jeunes avec leurs parents »*, explique Olivier Klein. *« Faute d'emplois et de logements disponibles, ils sont dans l'impossibilité de quitter le domicile familial. »* On parle plus de 70 langues à Clichy, qui a 33 % d'habitants de nationalités étrangères contre 19 % dans le département. *« La difficulté, ce n'est pas l'origine des habitants, mais leur pauvreté »*, affirme Olivier Klein. *« Beaucoup de gens partent de Clichy quand ils ont résolu leurs difficultés. L'enjeu, c'est de leur donner envie de rester quand ils vont mieux. »*

32,8 % de non-diplômés parmi les 15 ans et plus

A Clichy-sous-Bois, plus du tiers des plus de 15 ans sont sans diplôme, alors que la moyenne nationale est de 20,7 %. La ville veut réduire à tout prix ce chiffre *« parce que l'on n'a pas le droit de laisser un gamin au bord de la route »*, affirme Olivier Klein, élu mais aussi professeur de physique-chimie. A l'instar d'autres villes de banlieue, Clichy a sa « Soirée de la réussite » où elle met en avant le parcours scolaire de ses habitants. Pas facile pourtant de vanter les mérites de l'école républicaine auprès d'une jeunesse entourée de diplômés au chômage. La ville met en place des équipes de réussite éducative pour accompagner individuellement 450 enfants issus des trois collèges de Clichy, ainsi que leurs familles. 13 % des jeunes Clichois ont un retard de deux ans et plus en entrant en 6e (5,5 % en moyenne en Seine-Saint-Denis). Pour l'année scolaire 2004-2005, les élèves évalués en CE2 ont fourni 67 % de bonnes réponses en français (72 % au niveau national) et 56 % en mathématiques (71 % au niveau national). Pour l'évaluation réalisée en 6e, les collégiens clichois ont fourni 54 % de bonnes réponses en français (contre 64 %) et 51 % en mathématiques (contre 64 %). L'année dernière, le taux de réussite au brevet des collèges a été de 60 % à Clichy-sous-Bois contre 68 % en Seine-Saint-Denis et 78 % au niveau national. *« En revanche, notre moyenne de réussite au bac est légèrement supérieure à la moyenne de l'académie de Créteil »*, affirme Olivier Klein. Après le bac, les Clichois subissent l'enclavement : en l'absence de gare et de voie rapide, l'université la plus proche est à 1 h 30 de bus. Certains doivent renoncer à certaines filières, faute de transports.

23,5 % de taux de chômage

Quand le chômage est de 12,8 % au niveau national, il est de dix points supérieur à Clichy (23,5 %), mais seulement de 9 % au Raincy. Ce sont les jeunes qui en souffrent le plus (32 % chez les 15-24 ans contre 26,8 % au niveau national). Le chômage frapperait aujourd'hui plus de 40 % des jeunes dans certains quartiers. *« Nous éprouvons un sentiment d'impuissance car ce problème dépasse les compétences municipales »*, affirme Olivier Klein. *« Ce n'est pas la commune qui va embaucher tous les sans-emploi, et nous n'avons pas de réserve foncière pour faire venir des entreprises. »* L'enclavement de la ville barre l'accès à l'emploi à toute une partie de la population sans voiture (un tiers des ménages), car il n'y a pas de transport en commun à l'heure où des pôles comme Roissy ou Marne-la-Vallée embauchent. A diplôme égal, un employeur préfère embaucher un jeune de Sevran ou d'Aulnay-sous-Bois, villes desservies par le RER, plutôt qu'un Clichois, qui mettra plus de temps pour arriver au travail. L'emploi est synonyme de précarité (CDD, intérim ou en stage) pour 16,1 % des salariés de Clichy. Un tiers (31,1 %) des hommes de moins de 25 ans travaillent à temps partiel (17,8 % en France). Parmi les actifs, 71,1 % sont employés et ouvriers contre 60,9 % au niveau du département et 51,9 % au niveau national.

617 euros de dépenses par habitant

La municipalité de Clichy peut dépenser 617 euros par an et par habitant, quand la moyenne nationale est de 992 euros. Les recettes provenant de la taxe professionnelle sont réduites, faute d'entreprises. La ville vit essentiellement sur les aides de l'Etat que sont la dotation globale de fonctionnement et la dotation de solidarité urbaine (DGF et DSU, 41 % et 38 % des recettes communales). Clichy est une ville pauvre qui doit assumer une population pauvre : le revenu annuel moyen par habitant est de 4 542 euros contre 10 216 euros dans les communes de plus de 10 000 habitants ; 10 % des actifs sont bénéficiaires du RMI et 75 % des collégiens sont issus de milieux défavorisés, contre 55 % en Seine-Saint-Denis.

2 700 logements dégradés

Contrairement à beaucoup de villes de banlieue, Clichy-sous-Bois compte peu de HLM, à peine 30 %. Sur un total de 9 000 logements, la moitié sont en copropriété. *«La majorité du logement collectif est situé dans des copropriétés qui se sont paupérisées et dégradées depuis vingt ans, analyse Olivier Klein. Le paradoxe, c'est que les gens qui sont aujourd'hui copropriétaires sont exclus du logement social car ils ont des revenus insuffisants.»* Avec 510 logements, la Forestière est la copropriété la plus endettée de France.

8,8 médecins pour 10 000 habitants

Il y a 8,8 médecins pour 10 000 habitants à Clichy-sous-Bois contre 15,1 médecins en Seine-Saint-Denis. Quand les salles d'attentes sont bondées, les patients se tournent vers l'hôpital de Montfermeil et confondent service d'urgences et médecine de ville. Le déficit concerne d'autres métiers de la santé. *«Tous les professionnels sont surbookés. Quand il y a un déficit national en matière de santé, il est encore plus criant à Clichy qu'ailleurs. Quand ma fille fait un bronchiolite, c'est la croix et la bannière pour trouver un kinésithérapeute qui lui fasse de la kiné respiratoire»*, affirme un père. La santé a un coût parfois inaccessible pour les plus défavorisés : la mairie a mis en place une action financière dans le cadre de la délivrance des certificats médicaux pour le sport.

Zéro commissariat de police

Quand les Clichois composent le 17, ils alertent le commissariat de la ville voisine du Raincy. Clichy-sous-Bois attend la construction de son commissariat, décidée par Nicolas Sarkozy. Il sera commun avec la ville voisine de Montfermeil. Le ministère de l'Intérieur a retenu un terrain limitrophe aux deux communes, situé à Clichy, rond-point des Libertés.

(1) Sources : Insee, recensement 1999, ministères de l'Education, de l'Emploi, ville de Clichy-sous-Bois.

LA CRISE DANS LA PRESSE EUROPEENNE ET AFRICAINE

Par Service Etranger

QUOTIDIEN : Vendredi 4 novembre 2005 - 06:00

L'Europe alarmée par la «guérilla urbaine»
Les émeutes font les gros titres de la presse.
Par Service Etranger

«Intifada des banlieues» ou *«soulèvement des immigrés»* font des titres choc dans la presse européenne. La France serait face à une *«guérilla urbaine»* alimentée par la *«désespérance»*, la *«colère»* et la *«haine»*, sur fond de *«lutte pour le pouvoir»* entre Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. Comme bon nombre de médias européens, le journal de Munich *Süddeutsche Zeitung* (centre gauche) s'en prend au ministre de l'Intérieur, expliquant qu'il est *«devenu un visage de haine pour tous ceux qui sont sans espoir dans les banlieues»*.

A Zurich, le *Tages Anzeiger* publie en une un dessin montrant Sarkozy en pompier tentant d'éteindre les voitures en feu à l'aide d'une lance à incendie reliée à un bidon d'essence. Dans le quotidien conservateur britannique *The Times*, le correspondant à Paris, Charles Bremner, relève, lui, le long silence de Jacques Chirac, qui a attendu une semaine pour lancer son appel au calme *«depuis le palais de l'Elysée, à seulement 9 kilomètres, mais des années-lumière du "Neuf-Trois"»*. Pour le principal quotidien de Stockholm, *Dagens Nyheter*, c'est Jean-Marie Le Pen qui *«gagnera les élections»* si la crise continue. En Grèce, *Ta Néa* (socialiste) titre : *«La haine recouvre Paris, les heurts dans les ghettos des immigrés mettent fin aux rêves présidentiels de Sarkozy.»*

Dans le quotidien pragois *Lidove Noviny*, la correspondante à Paris décrit Clichy-sous-Bois comme *«un monstre de béton»* pire que les quartiers de HLM construits en Tchécoslovaquie sous le communisme. A Moscou, les scènes de voitures en feu et de CRS harnachés comme pour la guerre font l'ouverture des journaux télé depuis deux jours, après la *«nuit de cauchemar»* vécue par un groupe de touristes russes piégés au coeur des *«pogroms»* de Seine-Saint-Denis. La chaîne NTV a révélé comment *«un groupe de vingt-cinq adolescents, essentiellement d'origine*

arabe», s'est emparé du bus des touristes, alors qu'ils prenaient le thé.

Hier, le ministère des Affaires étrangères portugais a même proposé une protection consulaire aux Portugais résidant en région parisienne : «*Tout citoyen portugais se sentant en insécurité [...] peut prendre contact avec nos services*», a annoncé un porte-parole.

En Afrique, la presse incendie la France

Des articles au vitriol dénoncent le sort réservé aux «*filles d'immigrés*».

Par Judith RUEFF

Vue d'Afrique, au nord comme au sud du Sahara, la révolte des banlieues se lit comme un échec : celui de l'intégration des deuxième et troisième générations d'immigrés. Dans la presse francophone des ex-colonies, on ne mâche pas ses mots. Pour *la Nouvelle Expression* du Cameroun, la France a perdu son âme républicaine en fermant la porte aux étrangers, ceux du dehors comme ceux du dedans.

«*Le fait que deux incidents majeurs se soient produits de manière presque simultanée, comme le rapatriement au Maroc des candidats à l'immigration en Europe avec comme destinée principale la France, et la révolte des jeunes Français issus, comme on le dit pudiquement, de l'immigration, procède des deux faces d'une même médaille*», écrit une éditorialiste du journal dans son article titré : «*France : les fissures de la république !*» De plus, continue-t-elle, «*il y a un lien entre la difficulté d'intégration des populations "issues de l'immigration" dans ces Républiques qui se servirent de leurs grands-pères et pères, soit comme chairs à canon soit comme ouvriers participant au développement de l'industrie automobile, et l'autre relégation qui consiste à condamner à l'immigration clandestine ceux et celles qui rêvent de l'Ailleurs, comme une terre de salut. La théorie de la tolérance zéro de Nicolas Sarkozy (...) conduit la France au bord de l'explosion.*» Le quotidien algérien *El-Watan* s'indigne tout autant. Dans ses pages «*Débat*», un avocat, auteur de *Mémoires d'immigrés*, attaque sans ménagement Nicolas Sarkozy, héritier selon lui d'une droite colonialiste et xénophobe. «*Hier encore, on appelait leurs parents "bougnoles" ; aujourd'hui, on les qualifie de "racaille" de banlieue (...). Hier encore, on nettoyait au napalm dans certaines colonies ; aujourd'hui, on veut les nettoyer au Kärcher. Mais enfin, est-ce bien là l'Etat de droit, patrie des droits de l'homme et de la démocratie auxquels les jeunes des banlieues ont tant cru ?*»

Et l'auteur de pester contre les accointances de la droite avec les idées lepénistes et contre les lâchetés de la gauche au pouvoir. «*Devrait-on alors parler de discrimination d'Etat ? Car enfin, qu'est-ce à dire que traiter les gens de "racaille", dont beaucoup vivent dans les banlieues françaises ? Citoyens de ce pays, ils y sont nés, y ont étudié, y paient leurs impôts et règlent leurs cotisations ; ils sont citoyens de ce pays depuis maintenant plusieurs générations. Leurs parents en exil ont dépensé leurs plus belles années pour défendre et aider à construire la France d'aujourd'hui ; ils se trouvent dépouillés du plus élémentaire droit de vote aux municipales tant promis par une gauche qui s'est reniée depuis, laissant le soin à une certaine droite de reprendre démagogiquement cette question.*» D'autres journaux africains gardent un ton plus neutre vis-à-vis d'un gouvernement ami. Le Quotidien de Tunis revient sur cinquante ans d'histoire de l'immigration en France. «*C'est dans une souffrance intolérable que vit l'immigré. Une souffrance dont le pouvoir politique, en France et aussi ailleurs en Europe, n'a pas mesuré la gravité. Et qu'il découvre aujourd'hui brutalement et frontalement*», regrette le commentateur.

En Côte-d'Ivoire, autre son de cloche. La France n'est plus en odeur de sainteté au pays de Laurent Gbagbo et l'occasion est belle. «*Rébellion française*», titrait lundi le très pro-gouvernemental quotidien *Notre Voie*, plutôt moqueur : «*Voilà donc la grande France confrontée à une rébellion de fils d'immigrés qui refusent de discuter avec Sarkozy, mais accepteraient volontiers Villepin. Et si la Côte-d'Ivoire leur proposait gracieusement une table ronde à Grand-Bassam, une banlieue abidjanaise ?*» Référence moqueuse aux négociations de paix entre Ivoiriens tenues en 2003, à Linas-Marcoussis en banlieue parisienne, à l'instigation de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères.

CLICHY ET MAINTENANT

Un an après, retour à Clichy-sous-Bois, à la source des émeutes, où couve toujours la même colère.

Par Christophe BOLTANSKI

QUOTIDIEN : Vendredi 20 octobre 2006 - 06:00

Le «601», c'est la clef des champs. *«La chose qui va vous emmener hors de chez vous»*, explique Djamel, comédien, grandi à la cité du Bois-du-Temple. C'est le travail de l'aube, la sortie du samedi soir. Un fourgon bondé dès six heures du matin. *«Tous les jours, il y a des bagarres pour monter dedans»*, raconte un usager. Un tortillard qui met parfois quarante minutes pour parcourir 4 kilomètres. Certains matins, il laisse ses passagers à des centaines de mètres de la gare pour cause d'embouteillage.

Il traverse Livry-Gargan et Le Raincy presque sans ouvrir ses portes. Plus qu'un bus, c'est une navette qui dessert la gare RER. Un cordon ombilical entre Clichy-sous-Bois et le reste du monde. A l'approche du terminus, les enseignes se multiplient de part et d'autre du boulevard. Espace bronzage, assurance automobile incendie, restaurant japonais... Des immeubles haussmanniens, des pavillons coquets succèdent aux barres. L'opulence après le dénuement. Deux univers réunis par une ligne RATP.

«Quand on est dans le 601, les gens au Raincy nous regardent comme si on était des animaux», déclare Nicolas, qui il y a encore quelques mois travaillait sur les Champs-Élysées dans la restauration rapide. *«Il fallait compter trois heures de transports aller et retour. Et on est à vingt bornes de Paris !»*

Pas de RER, pas de Francilienne

Clichy-sous-Bois ou l'histoire d'un enclavement. *«On est une banlieue proche et laissée de côté»*, résume Olivier Klein, premier maire adjoint (PCF). La ville, conçue dans les années 60, devait hériter d'une autoroute, la Francilienne. *«Comme on était à l'époque du tout-bagnole, on n'a pas eu de transport en commun.»* Pas de RER, pas de train, pas de Francilienne non plus. Sur son tracé initial reposent aujourd'hui des pelouses. *«Quand une famille commence à s'en sortir, elle n'a qu'une idée, c'est quitter Clichy. Si on n'améliore pas les transports, les gens continueront à partir car c'est insupportable pour bosser»*, insiste cet élu.

Depuis le début de l'année, le 601, qui arrêta son service à 21 heures, fonctionne jusqu'à 1 heure du matin. Plus besoin de marcher depuis Le Raincy ou de tenter de convaincre un taxi de s'aventurer dans une banlieue associée aux émeutes. *«C'est minimum 30 euros, et quand tu dis Clichy-Montfermeil ils te répondent non»*, explique un jeune de la cité des Bosquets. *«On s'est battus pour le 601, on a fait signer des pétitions»*, raconte Michel Niassy, 21 ans, militant à la JOC (la Jeunesse ouvrière chrétienne), qui prépare une licence à l'université de Villetaneuse (deux heures de trajet et 20 km de distance).

A part cette permission de minuit, rien n'a vraiment changé depuis les émeutes de l'automne 2005, déclenchées après la mort de deux adolescents de la ville électrocutés, la police à leurs trousses. *«Nous, la jeunesse, on est mis en valeur. On est invité à plein de choses. Mais concrètement je ne vois pas beaucoup de choses qui ont bougé»*, lâche Michel Niassy. Clichy ne possède toujours pas d'agence ANPE, pas de commissariat, pas de caisse d'allocation familiale. *«Pas de piscine, pas de patinoire, pas de cinéma. On avait un gymnase super beau. Il a été brûlé.»*

Pas d'ANPE, pas de CAF

Michel quitte la route, franchit des grilles neuves, *«cofinancées par l'Union européenne»*, pour rejoindre son immeuble de la fin des années 50, du béton brut hérissé de paraboles et drapé de linge propre. Ses parents, agents d'entretien originaires du Sénégal, se sont installés à «la Pama» en 1988. Comme ailleurs à Clichy, la cité s'appelle une «résidence». Elle n'en possède pas les fastes. Juste un statut, devenu un problème insoluble. *«Propriété privée»*, peut-on lire partout dans la ville à l'entrée des grands ensembles.

«Ils parlent de rénovation. Pour l'instant, ils ont juste coupé tous les arbres et changé les clôtures», déclare Michel Bouna Traoré, l'un des deux jeunes électrocutés, était son voisin. Un ami. *«Boun repose, la Pama t'aime»*, dit un graffiti. Les violences ont éclaté sur l'artère principale dès l'annonce de son décès. *«À la Pama, il n'y a rien eu de cassé. Les gens se connaissent bien»*, insiste André Vivier, du conseil syndical.

Les trois «résidences», la Pama, Stamu II et Chêne-Pointu, ont été bâties par Luigi Dante (dit Louis) Grampa. *«Un Italien qui avait fait fortune dans les pâtes, selon André Vivier. Propriétaire du château près de la mairie. C'était Monsieur Clichy-sous-Bois. Après sa mort, la décrépitude de la ville a commencé.»* André Vivier, ex-cadre infirmier, a acheté son appartement en 1968. *«C'était la campagne. Deux pas, et on était dans les champs.»* Il reconnaît qu'aujourd'hui *«la Pama n'est pas très beau à regarder»*. Des parties communes délaissées. Des faux F3, salon-séjour, une chambre, *«surpeuplés»*, souvent *«loués jusqu'à 800 euros par des marchands de sommeil»*. Des bailleurs qui ne payent pas leurs charges et qu'il *«faut forcer à changer les fenêtres pourries»*.

Hormis quelques villas, poussées sur ses marges, Clichy c'est de l'habitat collectif, sans être social. *«La ville a été conçue avec l'idée de permettre une accession à la propriété pour les classes moyennes. D'où ces grandes copropriétés de 500 à 600 logements»*, raconte Olivier Klein. Ses parents, rapatriés d'Algérie, ont ainsi acquis un trois pièces en 1966 qu'ils ont revendu pour emménager dans un pavillon : *«Cette population a été remplacée par des gens plus pauvres qui ne pouvaient pas payer à la fois le crédit et les charges.»*

Assis sur une borne, cité des Bosquets, Ladj Ly, 26 ans, montre son livre de photos, *28 Millimètres, portrait d'une génération* (1). Devant la caméra, des jeunes, si souvent caricaturés, contorsionnent leurs visages et disent leur point de vue sur les émeutes. «*Comme on était un peu le cauchemar des Parisiens, on a organisé un concours de grimaces.*» Des chimères, comme les promesses faites à l'automne dernier. «*Une fois de plus, ils se sont foutus de notre gueule ! Regardez où est-ce qu'on vit. Tout est délabré. On attendait quoi ? Un petit coup de peinture, un minimum, pour dire on va faire quelque chose.*»

«L'ascenseur, deux ans en panne»

Autour, ce sont des murs tagués, deux cabines téléphoniques réduites à l'état de squelettes. L'allée a été baptisée «*Champs-Élysées*». Des jeunes s'échangent des «*alekoum salam*» en se tapant dans la main. «*La plupart des propriétaires se sont fait prendre leur appartement, mon père le premier*», déclare Ladj Ly. Pour loger ses treize enfants, son père, un éboueur à la ville de Paris, aujourd'hui retraité, originaire du Mali, avait acheté en 1987 un F5 aux Bosquets. «*Du grand standing*», lui avait dit un cousin. «*Avec les dettes et les 6 000 francs de charges trimestrielles, il payait deux loyers chaque mois.*» Il a dû revendre dix ans plus tard. «*Pour une misère, 10 000 euros. Il est maintenant locataire du même appart.*»

Dans les locaux de la Mous (2), Pais Mendes Estevao étale ses quittances, les lettres de la banque, les impayés. Né en Guinée-Bissau, 56 ans, ancien tapissier, en arrêt de travail, il ne peut plus rembourser son F3 à la Forestière. «*On pense toujours que la pierre est un bon investissement.*» Il évoque les charges : «*200 euros par mois, c'est énorme.*» Et le cadre qui se dégrade. «*Lorsque je suis arrivé ici, il y avait une minuterie. Maintenant, c'est allumé nuit et jour. Des squatteurs laissent l'eau couler tout le temps et il n'y a pas de compteur individuel. L'ascenseur est resté en panne pendant plus de deux ans. Une tour de 14 étages.*»

«La bête dort»

La cité a changé trois fois de syndic. Elle accuse dix millions d'euros de dettes. Les tags recouvrent les piliers des tours et les cages d'escalier. «*Rapks, blazor, ekla, faro, amor Koke*». Un «*brigup*» qui revient souvent. «*Avant c'était le seizième du 93. Nickel !*» se souvient Catherine Dupont, l'unique gardienne pour 500 logements. Une jeune fille vient lui signaler une fuite d'eau. «*On ne sait pas d'où ça vient. Ça coule tout le temps depuis trois jours.*» Les fuites ? «*C'est régulier, explique la gardienne. Côté plomberie, ça fait longtemps qu'il n'y a eu aucun entretien. On répare uniquement quand ça casse.*»

La Forestière doit être démolie et reconstruite dans le cadre du PRU, le projet de réhabilitation urbain. En attendant, la Mous a réinstallé des boîtes aux lettres neuves. Les enfants du quartier ont peint des fresques bigarrées dans les halls. «*Une surface blanche, c'est place aux tags. A "nique ta mère", "nique mes genoux". Là, on a des traces de ballons, mais pas de mauvaises écritures*», dit Catherine Dupont. Un employé dans un Formule 1, l'unique hôtel de la commune, explique qu'il ne voulait pas venir travailler ici, parce que «*Clichy, ça crame*».

En ces journées d'automne, aucun incident signalé à part une voiture de France 3 incendiée. Sur le «plateau», des familles se dépêchent de faire les courses avant la rupture du jeûne. «*En ce moment la bête dort, il ne faut pas la réveiller*», prévient Bouhout Abdelrahman, président de l'association culturelle des musulmans de Clichy-Montfermeil et leader local de l'UMP. L'an dernier, une grenade lacrymogène tirée par les policiers était rentrée dans sa mosquée. Depuis, l'imam a consacré plusieurs prêches à la lutte contre la violence. «*Les têtes se sont améliorées.*»

Il est 20 heures passées. Deux jeunes descendent du 601 à la gare RER du Raincy. Ils habitent la Forestière et travaillent à la RATP. Ils touchent le Smic. Ils portent des blousons à capuche. Pour les CRS, ce sont deux portraits-robots. Ouverture des sacs, fouille au corps, pièces d'identité, appels sur le talkie-walkie. La routine. «*Ça fait partie de notre quotidien, explique Mataï. Quand ils sont là, on a une chance sur deux d'être contrôlé. Ils ont été cools. D'habitude, ils te rabaisent comme si tu étais un criminel.*» Pas de colère pour les trente minutes perdues. Un regret : «*J'ai raté un plan avec une meuf. Elle avait son train.*»

(1) *28 Millimètres, portrait d'une génération* de JR et Ladj Ly. Alternative, 2006.

(2) MOUS Adsea, Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale de l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance.

SECURITE

«Il faut reconquérir les quartiers par le dialogue»

Syndicats de police et magistrats critiquent l'alourdissement des peines prôné par le gouvernement en réponse aux récentes agressions de policiers.

Par Jacky DURAND

Comment désamorcer la tension entre jeunes et policiers ? Dans les quartiers dits sensibles, la question ne cesse d'enfler depuis les récentes agressions de forces de l'ordre. «*La situation dans les banlieues est très grave. Il y a un risque d'escalade*», constate Philippe Chaillou, président de la chambre des mineurs de la cour d'appel de Paris. Il participait vendredi à un colloque organisé par la Commission nationale de la déontologie de la sécurité (CNDS), autorité administrative indépendante, qui, depuis 2001, décortique les manquements à la déontologie des forces de l'ordre.

«*Police, justice, il faut que nous nous fassions confiance. Personne n'a à gagner quelque chose d'un bras de fer entre policiers et jeunes*», a dit encore le haut magistrat. Et ce sont les syndicats de police qui déplorent aujourd'hui la «*pauvreté*» de la justice, incapable faute de moyens d'apporter des réponses pénales en temps et en heure. Quand Nicolas Sarkozy affirme vouloir modifier la loi afin de renvoyer les agresseurs de «*policiers, gendarmes et pompiers devant les assises*» (lire page 5), les principaux intéressés sont plus nuancés. «*Il n'y a pas de solution miracle, cela fait des années que l'on demande des réponses fermes pour les agresseurs de forces de sécurité*», affirme Jean-René Doco, secrétaire national du Syndicat national des officiers de police (Snop, majoritaire). *Le tout préventif ne fonctionne pas, le tout répressif non plus. Il faut reconquérir les quartiers en redéveloppant les contacts avec les différents partenaires des quartiers. J'ai l'exemple de ma ville, Arras, où le dialogue est permanent entre services municipaux, travailleurs sociaux, policiers et gendarmes.*»

Frédéric Lagache, secrétaire national d'Alliance, syndicat des gardiens de la paix, souligne que cette reconquête passe par «*l'éradication de ceux qui pourrissent la vie des habitants des cités et instrumentalisent les jeunes contre les forces de l'ordre. On aura beau mettre cent policiers de plus dans un quartier, ça ne servira à rien si on n'arrête pas les caïds*». Joaquin Masanet, secrétaire général du syndicat Unsa police, qui a jugé «*disproportionnées*» les dernières déclarations de Nicolas Sarkozy, défend le projet de commissariats «*ouverts 24 heures sur 24*» dans les cités sensibles, pour renouer le contact entre population et police en tenue. Quitte à récupérer des effectifs affectés «*à des tâches indues dans les préfectures ou au transfert des prisonniers*». Face à la jeunesse des effectifs en banlieue, Jean-René Doco prône l'affectation de fonctionnaires «*formés et aguerris*» grâce à une politique financière de fidélisation. «*Quand un juge des enfants prend une mesure éducative qui ne sera appliquée que douze mois plus tard faute de moyens, cela ne sert à rien. Il faut plus de moyens pour des réponses pénales rapides et adaptées*», affirme-t-il encore Jean-René Doco.

«*Qui peut imaginer que la seule sévérité judiciaire va résoudre la situation ?* prévient Philippe Chaillou. *La délinquance des mineurs renvoie à deux options : soit on considère les banlieues comme des ghettos et pour ramener l'ordre il faudra un quadrillage militaire, soit on met le paquet sur le plan économique et la question de la légitimité policière ne se posera plus.*» Des questions qui, à l'évidence, ne relèvent pas des cours d'assises.

BANLIEUES - Les doléances en route vers le parlement

Education, emploi, police, citoyenneté... Un collectif recueille depuis dix mois les critiques et propositions d'habitants de 120 communes.

Par Stéphanie BINET, Emmanuel DURAND, Fabrice TASSEL

QUOTIDIEN : Lundi 16 octobre 2006 - 06:00

Epinay-sur-Seine vendredi soir (lire page 7), les Mureaux ou les Tarterêts (Corbeil-Essonnes) ces deux dernières semaines: la tension entre policiers et jeunes des cités serait-elle en train de regagner les banlieues? Un an après les émeutes de novembre 2005, les relations entre la police et les jeunes sont au cœur des cahiers de doléances lancés dans la foulée de la crise par l'association AC le feu et dont *Libération* publie aujourd'hui quelques extraits. Mais ces milliers de témoignages, coups de gueule ou explications construites, recueillis lors d'un tour de France de 120 étapes, répètent aussi inlassablement le besoin de trouver une place dans la société française, d'appeler à l'aide. L'envie aussi de proposer des solutions. Ils seront déposés le 25 octobre à l'Assemblée nationale, un an après le drame de Clichy-sous-Bois qui avait coûté la vie à deux adolescents. Et signé le début des émeutes.

Besançon

«**Un décalage entre population et politiciens**» (Femme de 21 ans)

«Je constate une peur de l'engagement, un décalage entre la population et les politiciens, pas assez de démocratie

participative, la Ve République a fait son temps, un problème entre les médias et la politique (propagande). Il faut plus de prise en compte des désirs de la population (référendum...), une VIe République qui mettrait les citoyens au coeur de la politique, faire comprendre qu'elle concerne tout le monde, obliger les médias à être objectifs (temps de parole mieux répartis), mieux contrôler le cumul des mandats.»

«Le problème face à l'emploi, c'est l'apparence» (Homme de 19 ans)

«Beaucoup de personnes étrangères à la recherche d'un emploi ne trouvent pas de travail. En se présentant avec un CV très complet, ces personnes sont différentes pour certains patrons. Mais le problème n'est pas le manque d'emploi, c'est juste l'apparence ou la couleur de peau qui ne leur plaisent pas.»

«Les jeunes aimeraient de bons contacts avec la police»

«Beaucoup de jeunes adolescents habitant dans un quartier difficile se font battre par des agents de police. Ces jeunes aimeraient avoir de bons contacts avec les forces de l'ordre et ils aimeraient pouvoir marcher dans leur cité sans se faire contrôler par la police sans aucun motif valable.»

«Ce n'est pas un délit de laisser voter les immigrés»

«Des citoyens français immigrés rêveraient de pouvoir choisir la personne élue aux élections. Certes, ils sont issus de l'immigration, mais nous sommes dans un pays où la devise est liberté, égalité, fraternité. Ce n'est pas un délit de laisser voter les immigrés, car ils ont le même physique et les mêmes capacités de penser que les personnes françaises de souche.»

«Le chômage n'est pas innocent» (Homme de 52 ans)

«Plus de cinq millions de sans-emploi expliquent en grande partie tous les problèmes de cette société. Ce chômage n'est pas innocent et n'est que la conséquence de choix politiques pour enrichir les actionnaires de quelques centaines de grands groupes privés. Avec un travail, la réflexion des gens pourrait être différente et évacuer tout ce qui nuit au fait de vivre ensemble.»

«Il faut instaurer des CV anonymes»(Homme de 24 ans)

«Il est assez déroutant de voir que, dans une société telle que la société française, des personnes n'arrivent pas à obtenir un emploi afin de leur assurer un minimum de confort et de vivre dignement. Il faut éliminer la discrimination à l'embauche, instaurer des CV anonymes et des sanctions pour les employeurs qui refusent d'embaucher des gens de nationalité étrangère.»

Marseille

«Tout augmente, sauf les payes»

«La vie est dure, la vie devient chère. Un simple yaourt est à 4 euros et un T2 à 400 euros. Tout augmente mais pas les payes, on ne vit plus, on survit. Y en a marre des regards bons ou mauvais. Il ne faut pas pénaliser les Français ni les Arabes. Des bons et des mauvais, il y en a partout.»

Tours

«L'école valorise trop la culture bourgeoise» (Femme de 21 ans)

«L'enseignement et les moyens dispensés ne sont pas équitables pour l'ensemble de la France. Il n'y a pas de mixité dans les établissements, les filières techniques sont dévalorisées et perçues comme des filières poubelles, les sciences humaines ne permettent pas de déboucher sur un emploi. L'école valorise trop la culture bourgeoise au détriment des classes populaires. Il faut donc valoriser, notamment dans les programmes scolaires et les activités, la culture populaire et celle des minorités (culturelles, religieuses...)»

«La politique s'apparente à du marketing»

«La politique tend à devenir un simple bras armé des groupes dominants (économiquement) et un discours vide étayé par des arguments qui s'apparentent à du marketing. Il faut une réforme de la Ve République, la fin de la démocratie représentative et la proclamation d'une réelle démocratie participative.»

«Il faut taxer les échanges boursiers» (Homme de 19 ans)

«Les difficultés viennent des profits des entreprises du CAC 40, de leurs 17 milliards d'exonération de charges sociales, alors que le trou de la Sécu est à 14 milliards, d'une croissance économique basée sur la consommation, de ces bénéfices versés aux actionnaires des entreprises. Il faut taxer les échanges boursiers et les reverser à l'Etat, réformer le système social français, et prendre en compte les bulletins blancs aux élections.»

«L'Etat ne reconnaît pas ses minorités»

«Les immigrés font peur aux Français, les politiques font preuve de populisme sur ce sujet, il existe des tabous sur tout ce qui concerne les religions juive et musulmane, l'Etat ne reconnaît pas ses minorités, qui sont une richesse. Il faut reconnaître dans les manuels la culpabilité de la France à l'époque coloniale, créer une matière en primaire pour exprimer les différences et la richesse des cultures, sanctionner tout acte raciste sans distinction.»

«L'école amplifie les inégalités sociales»(Homme de 26 ans)

«Base de toute société, l'éducation est organisée sur des choses profondément ségrégationnistes, on aboutit à un système scolaire qui, au lieu de lutter contre les inégalités sociales et scolaires, les amplifie et les entérine. Il faut une remise en cause de la carte scolaire, atteindre une réelle égalité des chances et pas sur un fond de commerce démagogique comme le thème tend à le devenir.»

Chartres

«Il faut rapprocher le système scolaire du monde du travail»(Femme de 25 ans)

«Arrêtons l'hypocrisie sur les études supérieures, faire des études n'est pas synonyme d'emploi, avoir bac +... et pointer à l'ANPE ça fout les boules. Il faut améliorer la relation système scolaire et monde du travail, faciliter les "vrais" stages en entreprise, montrer concrètement aux étudiants les situations dans le boulot.»

«Il faut taxer les logements vides»

«Il est difficile de trouver un logement sans se ruiner, beaucoup de jeunes travailleurs ont un parcours de combattant pour obtenir un toit qui convient à leurs moyens. Il faut taxer les propriétaires qui laissent des logements vides, faciliter l'accès des travailleurs pour des logements sur leurs lieux de travail.»

Aulnay-sous-Bois

«La police n'est jamais là au bon moment»(Femme de 20 ans)

«J'habite Aulnay-sous-Bois et je trouve que la police n'est jamais là au bon moment, sauf pour emmerder le monde et surtout les jeunes. Il faudrait plus d'effectifs et surtout de dialogue, car il y a beaucoup de violence.»

«Ni taxi ni médecin la nuit»(Homme de 49 ans)

«Je suis un habitant de Galion 3000, une cité d'Aulnay. Il y a une inégalité de classes sociales, pas de travail, des logements dégradés et de l'insécurité. Personne n'est à l'écoute de nos problèmes quotidiens. Au contraire, on nous regarde de travers, il n'y a pas de taxi ou de médecin la nuit, pas de policiers, les élus municipaux ne se déplacent jamais sauf pendant les élections. On n'est pas des citoyens à part entière, on n'a pas le même droit pas rapport aux autres. On parle souvent de beaucoup d'argent dépensé par l'Etat, mais nous, on ne voit rien venir.»

«Manque d'emplois, fausses promesses»(Homme de 26 ans)

«Manque d'emplois, pas de respect, avec toujours de fausses promesses, rénovation des bâtiments, trop de charges, de taxes, tout est trop cher, trop de racisme.»

«La police joue avec les mots»(Femme de 40 ans)

«Les policiers ne sont pas dans les normes de contrôle, le langage est incorrect, propos raciales [sic] ils jouent avec les mots, traités comme des immarguènes [sic].»

Nantes

«Le fossé entre propriétaires et précaires se creuse»(Femme de 24 ans)

«Il y a de plus en plus de personnes exclues, les jeunes et les personnes d'origine étrangère sont les plus touchées. L'individualisme et la concurrence sont les moteurs du capitalisme, et les violences s'accroissent au fur et à mesure que le fossé entre propriétaires et précaires se creuse.»

«Il faut s'affranchir des logiques hiérarchiques»(Homme de 19 ans)

«Prise de décisions unilatérales par une élite. Proposition : s'affranchir des logiques hiérarchiques, refuser de déléguer sa responsabilité à un élu.»

Orange

«Plus de partage et de découverte» (Homme de 25 ans)

«Je constate une inégalité dans les droits, davantage de sanctions, d'ignorance, de peur de l'inconnu, moins d'ouverture auprès des autres et de solidarité. Il faudrait créer des cellules de soutien dans l'enseignement permettant un relais entre le collège et le quartier, inventer un mois citoyen où les jeunes âgés de 16 à 18 ans devraient faire

une journée civique (en ONG ou autre) pour faire davantage preuve d'ouverture, instaurer l'éducation civique, créer une journée nationale pour le partage et la découverte.»

Toulouse

«Créer du lien en aidant les personnes en difficulté»(Homme de 30 ans)

«La politique des quartiers difficiles dans le pays ne me convient pas. Ils détruisent les tours, ne nettoient pas, ferment des structures associatives et des commerces. Je pense qu'il faut donner du travail aux jeunes des quartiers pour nettoyer, tenir des commerces. Créer du lien en aidant les personnes en difficulté (handicapés, vieux, précaires) à remplir des papiers administratifs.»

«Il faut un droit de vote dès qu'on paie des impôts» (Femme de 46 ans)

«L'école ne remplit pas son rôle dans l'acceptation de l'autre et du droit à la différence ; dans les pratiques policières, il y a trop de haine et de violence sous-jacente lors des contrôles d'identité ; quant à la justice, pourquoi les prisons pour mineurs sont-elles remplies à 99 % de jeunes d'origine étrangère ? En politique, il faut un droit de vote à partir du moment où l'on paye des impôts, un droit de vote systématique au moins pour les élections locales et régionales.»

«Mensonge, hypocrisie et rigidité en politique» (Femme de 28 ans)

«La politique : mensonge, incompréhension, hypocrisie, manque de dialogue, rigidité. Les propositions : dialogue social, ouverture sur les minorités, sortir du clivage droite-gauche, réduire les salaires des politiques.»

«A l'école, on te catalogue vite» (Femme de 21 ans)

«A l'embauche, on est confronté au racisme. Il y a aussi la discrimination au logement quand on est issu d'une famille d'immigrés. Dans ce cas, tu as droit aux nombreux contrôles de police et même aux bavures policières. A l'école on te catalogue vite par ton apparence. Même quand on cherche à se divertir. Au lieu d'être en boîte le soir, on se retrouve dans la rue vu qu'on se fait très souvent refouler.»

Noisy-le-Sec

«Il faut plus de jeunes policiers venant des cités» (Homme de 21 ans)

«Toujours les mêmes contrôles, trop de contrôles, abus de pouvoir, pas assez de respect, trop rigide dans leur tête. Proposition : il faudrait plus de jeunes policiers qui viennent des quartiers défavorisés.»

«Les politiciens ne savent pas de quoi ils parlent» (Homme de 23 ans)

«Les politiciens ne sont pas assez proches des gens, ils ne savent pas de quoi ils parlent, la majorité ne sont pas issus des milieux dits populaires. Il faut avoir plus de personnes issues des quartiers populaires au gouvernement, avoir des propositions concrètes qui collent aux principaux concernés, c'est-à-dire nous.»

«La polémique sur le voile était inadmissible» (Homme de 26 ans)

«L'islam émerge et se fortifie, la deuxième religion de France, et la première, inch' Allah, n'a pas la même considération par rapport au judaïsme et au christianisme. C'est inadmissible que le voile ait fait tant de polémique alors que le vrai problème, c'est que l'islam n'est pas accepté.»

Mont-de-Marsan

«Les médias manipulent ceux qui ne se posent pas de questions» (Femme de 25 ans)

«Je trouve que les médias sont responsables des amalgames entre islam et terrorisme, et du racisme... car ils jouent avec les mots, les images et manipulent le peuple ou ceux qui ne se posent pas de questions. A l'heure actuelle, ma révolte est dirigée en priorité contre les médias.»